

## «La Sarre et l'Europe» dans Het Parool (26 avril 1952)

**Légende:** Le 26 avril 1952, le quotidien néerlandais Het Parool analyse la nature des relations franco-allemandes à travers le prisme de la question sarroise.

**Source:** Het Parool. Vrij Onverveerd. dir. de publ. Van Norden, W. 26.04.1952, n° 2 238; 12. Jg. Amsterdam: Het Parool. "De Saar en Europa", p. 5.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/la\\_sarre\\_et\\_l\\_europe\\_dans\\_het\\_parool\\_26\\_avril\\_1952-fr-18fa39d1-c93c-4c27-8439-7d439db7aa85.html](http://www.cvce.eu/obj/la_sarre_et_l_europe_dans_het_parool_26_avril_1952-fr-18fa39d1-c93c-4c27-8439-7d439db7aa85.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## La Sarre et l'Europe

Le conflit franco-allemand pour la Sarre reste un sérieux écueil pour les tentatives d'intégration européenne. Il l'est tout autant pour la poursuite du développement de la force de défense de l'Occident, maintenant que l'opposition allemande a rendu indissociables deux questions, l'avenir de la Sarre et l'adhésion de l'Allemagne à la communauté européenne de défense. Elle a exigé, lors des débats au Bundestag allemand, que «la participation de l'Allemagne de l'Ouest à l'intégration européenne soit absolument précédée du règlement du problème sarrois, conformément au point de vue allemand». Le socialiste Ollenhauer a mis en garde Adenauer contre une signature hâtive du traité de la Communauté européenne de défense.

Il y a un mois environ semblait se profiler une réconciliation entre Adenauer et le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman — ce qui ne signifie absolument pas une solution au problème. M. Adenauer voulait alors soumettre la question au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Un entretien avec M. Schuman l'a fait changer d'avis. À Paris, ils ont tous deux convenu qu'une commission mixte se pencherait sur ce problème et soumettrait à l'avis des deux gouvernements les solutions possibles. Le fait que les accords convenus soient restés vagues n'est pas resté sans conséquences. M. Schuman a par la suite déclaré que les représentants de la Sarre siègeraient au sein de la commission d'enquête au même titre que les membres allemands et français. L'Allemagne ne veut rien entendre à ce propos. Bonn souhaite une commission purement franco-allemande. Une deuxième différence d'interprétation a trait à la question de savoir si les pourparlers entre les parties doivent débiter immédiatement par la recherche d'une solution définitive ou au contraire lorsque la commission d'enquête aura fait connaître ses résultats. La France souhaite commencer d'emblée les négociations concernant un statut de la Sarre, avant même la signature du traité de paix définitif avec l'Allemagne de l'Ouest. M. Adenauer n'y est pas favorable. Tous deux invoquent les accords conclus. Il n'existe toutefois aucun document officiel publié concernant les entretiens entre MM. Schuman et Adenauer. Tout est stipulé dans un échange de courrier non public entre les deux ministres.

Il reste enfin un troisième point de la conférence de Paris qui est encore plus vague et flou: la proposition d'«européanisation» de la Sarre. La Sarre devrait être le siège de la Communauté du charbon et de l'acier et de la Communauté européenne de défense, et même celui du Conseil de l'Europe. Mais cela signifie-t-il également que la région deviendra dans son ensemble un territoire fédéral européen, comme Djakarta à l'époque des plans d'union fédérale avant le transfert de souveraineté; ou comme le district de Columbia aux États-Unis? La France serait-elle alors la seule à pouvoir profiter des avantages économiques de cette région?

Ne parlons même pas des infrastructures de la ville de Sarrebruck et des connexions ferroviaires moins confortables avec les capitales européennes. Les Allemands n'ont pas totalement tort de voir en cette proposition de M. Schuman, qui n'a nullement été concrétisée, un simple coup de propagande afin de jeter de la poudre aux yeux des Américains et peut-être aussi de nombreux Européens et de dissimuler les intentions purement nationalistes de la France. La France se joue bien trop facilement de nous avec des plans européens. La réalité de la politique française est tout autre.

Entre-temps, après un dernier courrier de M. Schuman dans lequel il déclare que la France ne nommera aucun membre au sein de la commission mixte pour la Sarre, M. Adenauer a fait savoir qu'une solution au problème ne semble pour l'instant pas envisageable. Il subit ainsi une défaite non négligeable, qui ne lui est pas totalement imputable. Par ailleurs, on peut difficilement attendre des Allemands de l'Ouest qui luttent pour les territoires soustraits par les Russes à l'Est de la frontière Oder-Neisse, qu'ils cèdent définitivement et sans rien dire cette région de langue et de culture indéniablement allemandes. Cet argument doit faire une certaine impression aux chefs d'État ou de gouvernement occidentaux. Une référence à cet éventuel précédent renforcerait en effet l'exigence de la Russie pour le maintien du statu quo à l'actuelle frontière polonaise.

Il ressort clairement de toutes ces querelles que la France et l'Allemagne ne font que mener toutes deux une politique nationale, quelles que soient les paroles élogieuses européennes avec lesquelles on tente de la camoufler. Ce problème alimente en permanence la méfiance entre ces deux peuples. Ainsi s'affaiblissent

les chances d'une réelle collaboration entre Paris et Bonn, laquelle doit être au cœur de toute intégration en Europe. Les risques encourus avec les plans d'intégration déjà en préparation s'accroissent proportionnellement. Entre-temps, les statistiques ne trompent pas. Les exportations de l'Allemagne dépassent celles de la France (et de la Grande-Bretagne). L'évolution se fera encore plus rapide si la situation actuelle perdure, où l'Allemagne ne doit consentir aucun effort en termes de défense tandis que la Grande-Bretagne et la France croulent sous les obligations financières et économiques en raison de leurs dépenses militaires. Nous ne voulons pas envier aux Allemands ces succès économiques, mais nous préférons tout de même que cette prospérité économique profite à l'Europe dans son ensemble et non uniquement à une Allemagne qu'un sentiment d'infériorité rend dangereuse, sentiment renforcé en permanence par l'attitude française, également en ce qui concerne la Sarre. Sans quoi il est à craindre que la relance économique sera rapidement mise à profit pour de nouveaux plans de conquête. Il se pourrait très bien que par son comportement, la France induise justement ce par quoi elle justifie son attitude: un nationalisme allemand agressif.